Zala ČERNILEC TOMAŠIČ – Députée européenne du PPE et membre de la Commission ENVI

Députée européenne depuis les dernières élections de 2024, je suis issue du parti **Slovenska Demokratska Stranka** et membre du **Parti Populaire Européen** (PPE). Je fais partie de la Commission **ENVI**, dans laquelle je travaille pour notre souveraineté alimentaire et énergétique, ainsi que la mise en œuvre pragmatique et efficace du Green Deal. Je soutiens la défense de la **compétitivité et de l'indépendance européenne** dans le domaine de l'énergie, un enjeu absolument déterminant pour la prospérité de l'Union.

1 - Contexte de la mise à l'agenda de la révision du règlement gouvernance de l'Union de l'énergie

La stratégie énergétique de l'Union européenne est confrontée à de multiples enjeux déterminants pour la prospérité de l'Union : un enjeu de transition vers un **modèle énergétique bas-carbone** suivant l'objectif de neutralité carbone en 2050, un enjeu de **souveraineté** dans l'approvisionnement en énergie ainsi qu'un enjeu de **stabilité** dans l'accès à l'énergie pour le marché des consommateurs et des entreprises.
La guerre en Ukraine, la guerre en Iran, le blocus du détroit d'Ormuz ont complètement déréglé le prix de l'électricité du marché européen qui a augmenté de 300% entre fin 2019 et début 2023, **passant d'environ 45 à 180€ /MWh**[i], après un pic à 1000€ fin août 2022. Et ce sont nos entreprises et la compétitivité européenne qui ont payé le prix fort. La révision du règlement de l'Union de l'énergie apparait aujourd'hui comme une nécessite à laquelle nous devons tous contribuer pour assurer la résilience de notre Union.

2 - Configuration de la négociation

Les groupes politiques du Parlement européen se saisissent avec vigueur de ce sujet crucial, montrant la dynamique que la Commission parvient à insuffler. Je me dois néanmoins de rappeler que les mix énergétiques de chaque pays restent soumis à la discrétion de chacun, conformément à **l'article 194 du TFUE**. Pour débattre des questions qui me tiennent à cœur, les commissions et notamment la commission **ENVI** dont je fais partie, vont être des acteurs clés de l'élaboration de mesures crédibles et ambitieuses, visant à une réforme pragmatique et efficace. Les députés Aurelijus Veriyga et Esther Herranz Garcia, avec lesquels je me suis entretenu, seront mes principaux allies dans de cette commission.
Les lobbys du **nucléaire** sont des alliés de choix pour mettre en avant cette source d'énergie comme étant celle qui nous aiderait à aller vers une Union plus verte et décarbonée. Il n'est pas question de remettre en cause les objectifs de neutralité carbone.

3 - Perspectives et stratégies à venir

La gouvernance de l'Union de l'énergie revêt donc des enjeux dépassant de loin ceux de la simple alimentation des foyers européens. Il est de notre devoir de travailler à en faire un pilier de la **croissance durable et de la compétitivité** européenne dans un monde où l'indépendance et la souveraineté sont synonymes de prospérité.

A - Produire une énergie européenne propre et souveraine

Une politique énergétique efficace visant à la neutralité carbone se doit d'inclure tous les instruments mis à notre disposition. Le soutien à **l'énergie nucléaire** fait partie de mes priorités absolues. Ne rejetant que **6g de CO2/MWh**[ii], il s'agit de la deuxième source d'énergie la plus propre juste derrière l'éolien. Il s'agit d'une énergie disposant d'une faible emprise au sol ainsi que d'une pilotabilité presque totale. Elle permet donc d'accélérer la transition écologique déjà entamée et d'atteindre pour de vrai nos objectifs en 2050. Reconnaître le nucléaire comme une énergie décarbonée est donc la première étape nécessaire. De plus, en développant le nucléaire sur les territoires européens permettrait de ne plus importer notre énergie et d'être enfin indépendant.

B - Défendre nos industries

Les crises successives que l'Union a dû supporter ont porté une atteinte majeure à nos industries. On remarquait au plus fort de la crise en Ukraine que les pays **les plus dépendants aux énergies extra-européennes** sont ceux qui ont subi les **plus fortes baisses de leur production industrielle**. La métallurgie hongroise et tchèque a subi une baisse de 28 et 27% de leur production lors de l'année 2022[iii]. Même les pays de l'ouest européen ont été fortement impactés, l'Allemagne enregistrant une baisse de 11% et la France de 14%.
En conséquence, je souhaite inscrire les débats vers une **autonomisation** de nos industries, souvent premières victimes de politiques énergétiques mal pensées. Il nous faut intégrer les **indicateurs de compétitivité** dans les PNEC comme moyen de plan d'investissement pour les investisseurs privés et publics. Cet objectif s'intègre dans la stratégie que j'ai adoptée personnellement, notamment lors de la votation le 9 septembre 2025 d'un texte favorisant la compétitivité et la résilience des industries automobiles. Ce texte avait pour but de renforcer la résilience du marché automobile européen face aux difficultés d'approvisionnement en matériaux critiques.

C - Simplification administrative et neutralité technologique

Ces négociations doivent se faire en ne perdant pas de vue l'objectif de **simplifier** les démarches ainsi que le **système administratif** général de la politique de l'énergie. Je m'oppose fermement à la création d'un deuxième marché de quotas carbone, le système **ETS2**, qui, selon moi, ajouterai des coûts supplémentaires difficilement encaissables pour nos entreprises et entraverait la libre concurrence des secteurs du transport routier et du BTP. Il nous faut respecter le principe de **neutralité technologique** : il n'est pas du devoir de l'Union d'imposer une technologie plutôt qu'une autre. C'est au marché de faire émerger la solution de transport et de construction la plus à même de correspondre aux besoins de nos entreprises et de nos concitoyens. En organisant le Sommet de l'automobile en Slovénie ayant comme thème principal l'électrification je me suis rendu compte qu'il faut laisser le marché définir naturellement les solutions technologiques qui permettront d'arriver à la neutralité carbone, et non imposer une norme prédéfinie par Bruxelles sans expérience réelle sur le marché.

---

[i] Les entreprises européennes face à la crise énergétique : efficacité des soutiens publics et compétitivité. Online. Available from: https://www.rexecode.fr/site/competitivite-croissance/reperes-de-politique-economique/les-entreprises-europeennes-face-a-la-crise-energetique-efficacite-des-soutiens-publics-et-competitivite

[ii] Confusion sur les chiffres d'émissions de CO2 du nucléaire. *Sfen*. Online. Available from: https://www.sfen.org/rgn/confusion-chiffres-emissions-co2-nucleaire/

[iii] Industries Européennes : un bilan contrasté après cinq années de choc - Bpifrance Le Lab, [no date]. *https://lelab.bpifrance.fr/*. Online. Available from: https://lelab.bpifrance.fr/industries-europeennes-un-bilan-contraste-apres-cinq-annees-de-choc/